

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE AUPRÈS DU FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT

Demande arrivée au F.S.L. :

Dossier ASG n° (1) :

Cadre 1 – RENSEIGNEMENTS SUR LA DEMANDE D'AIDE

Cadre 1.1 – AIDE AU LOGEMENT

- ▶ **ENGAGEMENT DE PRINCIPE pour entrer dans un nouveau logement**
- ▶ **ACCES AU LOGEMENT**
- Accès dans un logement
- Subvention aide à l'achat de mobilier 1^{re} nécessité
- Cumul de loyers
- Désencombrement / Nettoyage / Désinfection
- Frais d'agences immobilières et AIVS
- ▶ **MAINTIEN AU LOGEMENT**
- Impayés de loyer
- Assurance multirisque habitation
- Dépôt de garantie
- Prêt Subvention
- 80 % du 1^{er} loyer
- Aide au déménagement
- Location d'un véhicule de déménagement
- Entretien chaudière
- Vidange fosses septiques (exclusivement)
- Travaux d'embellissement

Cadre 1.2 - AIDE AUX IMPAYES D'ÉNERGIE

Aide PRÉVENTIVE Aide CURATIVE

- Électricité Eau Gaz
- Chauffage sauf pétrole et gaz bouteille Téléphone

FORME AIDE : Subvention Prêt

JUSTIFICATIFS VISÉS

DOSSIER ÉTABLI LE : / /

Nom du travailleur social et coordonnées du service instructeur :

Cadre 2 - COMPOSITION FAMILIALE

	NOM	Prénom	Date de naissance	M / F	Situation familiale (lien de parenté)	Situation professionnelle ou scolaire
Demandeur						
Conjoint(e) colocataire						
Enfant(s) à charge						
Enfant(s) à naître						
Autre(s) personne(s)						

Cadre 6 – MESURES DE PROTECTION		
<input type="checkbox"/> Tutelle	<input type="checkbox"/> Curatelle	
<input type="checkbox"/> M.A.S.P. (3)	<input type="checkbox"/> M.A.J. (4)	<input type="checkbox"/> M.J.A.G.B.F. (5)
Cadre 7 – LOGEMENT ACTUEL ou LOGEMENT QUE VOUS QUITTEZ DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'ACCES LOG.		
Date d'entrée dans ce logement : <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/>		
Type : <input type="checkbox"/> Studio <input type="checkbox"/> T1 <input type="checkbox"/> T2 <input type="checkbox"/> T3 <input type="checkbox"/> T4 <input type="checkbox"/> T5 <input type="checkbox"/> T6 <input type="checkbox"/> Autre :	Parc : <input type="checkbox"/> Privé <input type="checkbox"/> meublé <input type="checkbox"/> collectif <input type="checkbox"/> Public <input type="checkbox"/> vide <input type="checkbox"/> individuel	
Surface habitable : <input type="text"/>	Nombre de chambre : <input type="text"/>	
Cadre 7.1 – Conditions de logement	Cadre 7.2 – Statut d'occupation	
<input type="checkbox"/> Appartement <input type="checkbox"/> Caravane <input type="checkbox"/> Chez un membre de la famille <input type="checkbox"/> Dans une famille d'accueil <input type="checkbox"/> Logement / foyer ou résidence personnes âgées <input type="checkbox"/> Maison individuelle <input type="checkbox"/> Mobil-home <input type="checkbox"/> Structure d'hébergement temporaire <input type="checkbox"/> Unité de soins de longue durée	<input type="checkbox"/> Accédant à la propriété <input type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/> Colocataire <input type="checkbox"/> Hébergé <input type="checkbox"/> Locataire <input type="checkbox"/> Logement de fonction <input type="checkbox"/> Occupant à titre gratuit <input type="checkbox"/> Propriétaire <input type="checkbox"/> Sans résidence stable	
Cadre 7.3 – Mode de chauffage		
<input type="checkbox"/> collectif <input type="checkbox"/> individuel <input type="checkbox"/> gaz <input type="checkbox"/> électrique <input type="checkbox"/> fuel <input type="checkbox"/> bois <input type="checkbox"/> autre :		
Montant du LOYER HORS CHARGES : <input type="text"/> €	Montant des charges : <input type="text"/> €	
Cadre 7.4 – Détail des CHARGES		
<input type="checkbox"/> Ordures ménagères : <input type="text"/> €	<input type="checkbox"/> Électricité et eau des communs : <input type="text"/> €	<input type="checkbox"/> Garage : <input type="text"/> €
<input type="checkbox"/> Entretien des communs : <input type="text"/> €	<input type="checkbox"/> Entretien VMC, TNT et conduite cheminée : <input type="text"/> €	<input type="checkbox"/> Jardin : <input type="text"/> €
<input type="checkbox"/> Autre(s) charge(s) : <input type="text"/> €	A préciser : <input type="text"/>	
Cadre 7.5 – Autres		
Montant de l'aide au logement : <input type="text"/> €		
Les A.L. ou A.P.L. sont-elles versées directement au bailleur (« tiers payant ») ? <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI		
État du logement selon le demandeur (locataire) :	Constat technique d'habitabilité (C.T.H.) en cours ou Service Hygiène Communal sollicité ?	
	<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Cadre 7.6 – Procédure d'expulsion		
<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI,	<input type="checkbox"/> Commandement de payer <input type="checkbox"/> Commandement de quitter les lieux	<input type="checkbox"/> Résiliation de bail <input type="checkbox"/> Octroi de la force publique
Date : <input type="text"/> / <input type="text"/> / <input type="text"/>		
Cadre 8 – AIDE SOLLICITÉE POUR AIDES ENERGIES		
Fournisseur :	Réf. client :	Montant facture : <input type="text"/> €
Cadre 8.1 – Plan d'apurement		
<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	Durée en mois du plan : <input type="text"/>	
	Montant de l'échéance : <input type="text"/> €	
Cadre 8.2 – Chèque Énergie		
<input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	Montant du chèque Énergie : <input type="text"/> €	
	Chèque Énergie utilisé : <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> OUI	
Versé à (fournisseur) :	Énergie : <input type="text"/>	

(3) M.A.S.P. : Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé

(4) M.A.J. : Mesure d'Accompagnement Judiciaire

(5) M.J.A.G.B.F. : Mesure Judiciaire d'Aide à la Gestion du Budget Familiale

Cadre 8.3 – Proposition de cofinancement	
Nom(s) de l'organisme	Montant(s) sollicité(s)
Total du cofinancement :	€

Cadre 8.4 – Montant de l'aide sollicitée			
MONTANT(s) DEMANDÉ(s) :		À verser à (joindre un RIB sauf prestataire courant) :	
<input type="checkbox"/> Subvention	<input type="checkbox"/> Prêt	<input type="checkbox"/> Prestataire d'énergie	<input type="checkbox"/> Prestataire autre : _____
		<input type="checkbox"/> Prestataire assurances	<input type="checkbox"/> Délégué mandataire judiciaire
€	€	<input type="checkbox"/> Prestataire déménagement	<input type="checkbox"/> Bailleur
		<input type="checkbox"/> A titre exceptionnel, au DEMANDEUR (joindre RIB et justificatif de paiement)	

Les informations recueillies dans ce formulaire font l'objet d'un traitement informatique, auquel vous consentez, destiné à instruire votre demande d'aide. Le Département de Lot-et-Garonne est le responsable de traitement. Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1E du RGPD, règlement intérieur du F.S.L. 47 approuvé le 18 mars 2022), et s'inscrit dans le cadre réglementaire suivant :

- Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (P.D.A.L.H.P.D.) de Lot-et-Garonne en vigueur ;
- Fonds de solidarité pour le logement (Loi du 31 mai 1990 modifiée par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales).

Les catégories de données enregistrées n'ont pas pour finalité une prise de décision automatisée. L'ensemble des données est obligatoire et la complétude nécessaire afin d'obtenir toute la compréhension de la situation sociale. Tout défaut de réponse entraînera l'impossibilité de traiter votre dossier. Les informations enregistrées sont destinées aux services instructeurs du Département et ne peuvent être communiquées, en cas de besoin nécessaires à l'instruction de votre situation, qu'aux destinataires habilités et intervenant strictement dans le cadre de votre dossier, à savoir, en fonction de leurs missions : le service instructeur du Département ou habilité par le Département à l'instruction des dossiers F.S.L., les services informatiques du Département, la direction des finances du Département et le service financier, les membres siégeant à la commission statuant sur votre demande, la Paierie départementale de Lot-et-Garonne, les organismes sociaux types C.C.A.S., les bailleurs sociaux, publics et privés, les distributeurs d'énergie : eau, gaz, électricité et téléphonie, la C.A.F. et la M.S.A., la C.P.A.M., la commission de surendettement.

Les décisions motivées sont notifiées :

- Au demandeur de l'aide,
- Au référent social qui a saisi le F.S.L. (Le service instructeur du Département ou habilité par le Département à l'instruction des dossiers F.S.L.).

Le Département informe les distributeurs, les bailleurs (sociaux, publics et privés), l'organisme payeur de l'aide au logement (C.A.F., M.S.A.), la commission de surendettement de la décision sans préciser les motifs. Les données enregistrées sont conservées conformément aux prescriptions des archives départementales. Conformément aux articles 39 et suivants de la loi « Informatique et libertés » du 06 janvier 1978 modifiées, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Vous pouvez également définir le sort de vos données après votre décès, en vous adressant, par courriel à contact-dpd@lotetgaronne.fr, ou par voie postale, à l'adresse suivante :

Délégué à la Protection des Données
Conseil Départemental de Lot-et-Garonne
Hôtel du Département
1633 avenue du Général LECLERC
47922 AGEN CEDEX 9

Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant, sauf si ce droit a été écarté par une disposition législative.

Depuis l'entrée en vigueur du Règlement Européen sur la Protection des données (Règlement (UE) 2016/679) le 25 mai 2018, tout usager a le droit de : s'opposer au profilage, demander la limitation du traitement, d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle en France : C.N.I.L. – www.cnil.fr

Déclaration sur l'honneur : la loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (art. 441-1 du Code Pénal).

Je déclare avoir pris connaissance des conditions d'attribution de l'aide financière demandée et certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus.

Date : / / **Signature :**